



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARGAN

16 avenue Froelicher
ZAC de Bel Air
77164 Ferrières-En-Brie

Références : E/25-1433
Code AIOT : 0006515004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement ARGAN implanté 16 avenue Froelicher, ZAC de Bel Air, sur la commune de Ferrières-en-Brie (77 164). L'inspection a été annoncée le 22/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARGAN
- 16 avenue Froelicher, ZAC de Bel Air, 77 164 Ferrières-en-Brie
- Code AIOT : 0006515004
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé à exploiter un entrepôt logistique par arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 026 du 20 mars 2012, complété par l'arrêté préfectoral n° 2012/DRIEE/UT77/177 du 20 décembre 2012 et par courrier préfectoral n°23-2183 du 25 septembre 2023 actant notamment la mise en place des machines de lavage et du stockage automatisé. Le site est soumis à enregistrement sous la rubrique 1510 et à déclaration sous les rubriques 2714, 2910 et 2925.

Actuellement, le site est occupé par deux locataires : DISNEY pour les cellules 1 à 4, et Options Solutions pour la cellule 5.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 1.6.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 13.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 3.2.	Sans objet
5	Entretien et surveillance des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 1.6.2.	Sans objet
7	Caractéristique des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 4.3.7.	Sans objet
8	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 1.4	Sans objet
9	Entretien des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre à jour les différents plans du site en prenant en compte les bornes de recharges des véhicules électriques et le bac à graisse. Il doit également transmettre les rapports du dernier exercice d'évacuation et du prochain exercice de défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 1.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant a indiqué disposer d'un plan des réseaux. Cependant, ce dernier ne semble pas à jour. En effet, suite au porter à connaissance de 2023, un bac à graisse a été ajouté au niveau de la cellule 5 (option solution).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le plan des réseaux du site à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins

Prescription contrôlée :

Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la voie engins est maintenue dégagée pour : la circulation sur la périphérie complète du bâtiment, l'accès au bâtiment, l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens et l'accès aux aires de stationnement des engins.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 3.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Documents pour les services de secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.

Constats : Le site dispose en permanence de 2 pompiers Disney sur place. L'exploitant a fourni le plan de défense incendie à disposition des pompiers. Cependant, les plans annexés au plan de défense incendie n'indiquent pas les bornes de recharges pour les véhicules électriques (8 bornes pour les PL et les bornes pour les VL) situées à l'extérieur du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour les plans annexés au plan de défense incendie, et transmettre à l'inspection le plan de défense incendie actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois
N° 4 : Exercice de défense contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]
Constats : Les cellules 1 à 4 du site sont exploitées par DISNEY depuis le 1 ^{er} mars 2025 et la cellule 5 est exploitée par la société Options Solutions depuis juillet 2024. Selon l'exploitant, un exercice de défense incendie va être réalisé prochainement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le rapport relatif au prochain exercice de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois
N° 5 : Entretien et surveillance des réseaux
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 1.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Constats :

L'exploitant indique que le curage des réseaux et du séparateur d'hydrocarbures est réalisé tous les ans. Le bassin de rétention est vidé entièrement tous les 3-4 ans afin de vérifier son étanchéité. La vanne d'isolement est vérifiée tous les ans lors des exercices incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du Code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'entrepôt est exploité par deux sociétés : DISNEY depuis mars 2025 et Options Solutions depuis juillet 2024. L'exploitant aurait fait réaliser un exercice d'évacuation en mars 2025. Il n'a cependant pas transmis le compte-rendu de cet exercice d'évacuation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le dernier compte-rendu d'exercice d'évacuation réalisé sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Caractéristique des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2012, article 4.3.7.
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">- de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Température : < 30 °C;- pH: compris entre 5,5 et 8,5; Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Constats :

La société Solution Optique a prévu de réaliser des analyses tous les ans sur les rejets aqueux. Ces analyses sont réalisées sur 24h avant le rejet dans le réseau. Le dernier rapport d'analyses du 23/10/2024, réalisé par la société Bureau Véritas, ne relève aucune non-conformité.

Des analyses sur les eaux pluviales et sur les eaux usées ont également été réalisés à la demande de la société ARGAN au mois d'avril 2025. Aucune non-conformité n'a été observée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.[...]

Constats :

La société Options Solutions a présenté, lors de l'inspection, les fiches de données de sécurité, à jour, des produits utilisés pour le lavage de la vaisselle à savoir les produits WASHER PRO et RINSING PRO.

La quantité maximale de ces produits stockés sur le site est de 5 t. La quantité de produits stockée est sous les seuils de classement des rubriques 4510 et 4511.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

Constats :

Le site dispose de 5 poteaux incendie alimentés par le réseau public, 4 poteaux incendie alimentés par un surpresseur interne à partir d'une réserve d'eau de 480 m³ et d'un système sprinklage alimenté par une réserve d'eau de 728 m³.

L'exploitant indique que les contrôles de conformité sur ces équipements sont réalisés tous les ans. Il a présenté les différents rapports de contrôle en version informatique.

Le dernier contrôle sur les poteaux incendie a été réalisé le 10 juin 2025. Aucune non-conformité n'a été observée.

Type de suites proposées : Sans suite